

Le non système financier prend le monde en otage

● L'avenir de l'économie mondiale dépend de la mise en place d'un nouveau système financier ● Objectif, réduire la déconnexion entre la sphère financière et l'économie réelle ● Mais qui pourrait assurer une gouvernance financière ?

PAR YOUNES A. TANTAOUI

C'est parce que les périodes de crise sont riches en enseignement que la 3^e édition du Festival géopolitique, organisée par l'École de management de Grenoble, en partenariat avec l'ESCA, en mars dernier, a consacré l'une de ses conférences au débat autour des enjeux de la gouvernance financière. Et pour cause, au-delà du fait que la dernière crise que le monde a traversée a été enclenchée par le système financier, «on remarque aujourd'hui que les crises deviennent de plus en plus récurrentes et qu'à chaque fois, c'est la bulle financière qui en est la source», rappelle Driss Benali, économiste. Ce dernier explique également que le concept néo-libéral a consisté à réduire les régulations du système financier et, partant, ce dernier ne répondait plus à aucun contrôle. Le danger est tel que la sphère financière n'est plus assez maîtrisable pour rester collée à l'économie réelle.

Que faut-il donc faire pour remédier à cette problématique ? Le système de Bretton Woods, qui a fonctionné jusqu'ici tant bien que mal, s'avère aujourd'hui inadapté. D'ailleurs, même le FMI ne joue plus son rôle de régulateur. Il intervient plus souvent en aval, en pompier, comme cela a été le cas lors de la crise asiatique. De plus, il n'a pas l'assiette financière suffisante, malgré le renflouement en capitaux dont il a récemment bénéficié. Il est donc avéré que ce système n'est plus pratique. Les pistes pour le changer n'en sont pas plus claires, et le flou entoure même ceux qui sont censés assurer cette gouvernance financière. Les analystes révèlent que, la balle est désormais dans le camp des trois parties que sont les États-Unis, l'Europe et la Chine. Les deux premiers doivent leur positionnement dans l'échiquier financier mondial à la force de leurs devises, même si le dollar garde un léger ascendant. Les deux économies ont également des poids comparables sur l'économie mondiale, avec chacune 20% du PIB.

Que vient donc faire la Chine dans cet ensemble ?

Quant à la Chine, c'est sans conteste le réel challenger de l'Europe, des États-Unis et des autres pays développés. Cela dit, bien au-delà, la Chine est aujourd'hui au cœur de la polémique autour de la gouvernance financière. La situation est telle que l'on ne peut pas vraiment parler de système financier au sens propre, puisque depuis 1973 chaque pays est devenu libre d'installer son propre système monétaire, avec notamment le flottement des devises. «Il n'y a plus de contrôle des parités et ce sont les marchés qui les dé-

terminent, en tout cas pour les grandes puissances», affirme Alexandre Kateb, gérant du Cabinet de conseil et d'analyse Compétence Finance. L'idée même de parler de système renvoie vers la mise en place d'un nouveau modèle, en réponse au mouvement de volatilité des taux de changes qui est défavorable à la croissance économique et au développement des échanges commerciaux. En d'autres termes, il faudrait mettre en place un nouveau système financier mieux régulé, qui tienne compte en priorité des réalités économiques et non d'intérêts financiers purs et simples. «Il faut remettre le génie de

la finance dans sa lampe, ce qui n'est pas gagné d'avance», ajoute Kateb. La politique délibérée de garder sa devise à des niveaux faibles pour des raisons mercantilistes (favoriser ses échanges commerciaux) comme l'en accuse les États-Unis, fait de la Chine un acteur clé dans cet échiquier. Il est en effet bien admis que si la Chine laissait sa devise évoluer librement, selon la théorie économique, elle s'inscrirait inévitablement en hausse.

Passager clandestin

Finalement, «la Chine est un peu un passager clandestin dans ce non système financier mondial. Elle a rattaché sa devise au dollar jusqu'en 1995, mais après elle ne l'a pas laissé refléter son économie réelle», ajoute le spécialiste. Pendant la crise de 2009, elle a en effet gelé la parité du Yuan face au dollar. Les arguments des États-Unis semblent donc valables en accusant la Chine de manipuler sa devise. Est-ce que c'est grave ? Là dessus, il n'y a pas réellement de consensus, même si la Chine conteste l'ampleur de la sous-

«Il faut remettre le génie de la finance dans sa lampe, ce qui n'est pas gagné d'avance».

évaluation et son impact sur le monde, contrairement à ce que clament les États-Unis. Ce qui est sûr c'est que la Chine n'a pas trop le choix. «C'est un pays qui a besoin de créer 20 millions d'emplois par an. Or, lui demander de réduire sa croissance revient à des dizaines de milliers de postes qui ne seront pas créés», précise Joël Rochat, associé gérant d'un fonds d'investissement à Genève. Par ailleurs, il faut également souligner que des puissances anciennes, qui ont longtemps organisé le système mondial, ont en même temps refusé d'assumer les contraintes de l'hégémonie de leurs devises. Le débat est donc plus vif que jamais. «Les États-Unis et la Chine joueront certainement des rôles plus importants que l'Europe, celle-ci étant divisée et ne parlant pas d'une seule voix», déplore Driss Benali.



Retrouvez tous les mercredis
notre dossier

Les Carnets de la PME

